

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 DECEMBRE 2025

L'an deux mil vingt-cinq le neuf Décembre, à vingt heures trente le Conseil Municipal de la Commune de Jézainville, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation ordinaire légale,
La séance a été ouverte sous la présidence de Monsieur Marc MOUZIN, Maire,

Étaient présents : Frédéric BELIN, Daniel BERTARD, Fabienne FERNANDEZ, Didier GARÇON, Jean-Pierre GEORGE, Patrice ROBERT, Gilles STOCCO.

Étaient excusés : Alexandre FLAMMANG qui a donné procuration à Marc MOUZIN, Hervé MARCHAL qui a donné procuration à Patrice ROBERT.

Était absent : Carlos MARQUES, Séverine PAWLOWSKI

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance :
Fabienne FERNANDEZ

Objets : Transfert au chapitre 12

COMMUNE

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
60623 (011) : Alimentation	-7 000,00		
6411 (012) : Personnel titulaire	7 000,00		
	0,00		
Total Dépenses	0,00	Total Recettes	

RATIOS AVANCEMENT DE GRADE

Le maire expose à l'assemblée :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.522-27 ;
Vu l'avis du comité social territorial du **24/11/2025**.

Le Maire rappelle à l'assemblée que le nombre maximum des fonctionnaires pouvant être promus à l'un des grades d'avancement des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade (le ratio).

Le taux de promotion est fixé par le conseil municipal, après avis du comité social territorial.

Au vu de l'organigramme et des besoins en ressources humaines de la commune, les propositions de taux de promotion suivantes ont été soumises à l'avis du comité social territorial :

AVANCEMENT DE GRADE A COMPTER DE L'ANNEE 2026

Filière administrative :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
Adjoint Administratif	Adjoint Administratif principal de 2ème	100

	classe	
Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe	Adjoint Administratif principal de 1 ^{ère} classe	100
Rédacteur	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	100
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	100

Filière technique :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
Adjoint Technique	Adjoint Technique Principal de 1 ^{ère} classe	100
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	Adjoint Technique Principal de 1 ^{ère} classe	100
Technicien	Technicien principal de 2 ^{ème} classe	100
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	100

Filière animation :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
Adjoint d'Animation Territorial	Adjoint d'Animation Territorial Principal de 2 ^{ème} classe	100
Adjoint d'Animation Territorial Principal de 2 ^{ème} classe	Adjoint d'Animation Territorial Principal de 1 ^{ère} classe	100
Animateur	Animateur principal de 2 ^{ème} classe	100
Animateur principal de 2 ^{ème} classe	Animateur principal de 1 ^{ère} classe	100

Filière sociale :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
ATSEM	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	100
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	100

Le comité social territorial a émis un avis lors de sa réunion du **24/11/2025**

Aussi, je vous propose d'arrêter les taux de promotion pour l'avancement de grade des fonctionnaires de la commune conformément à ceux énoncés précédemment.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de fixer les taux de promotion suivants pour l'avancement de grade :

AVANCEMENT DE GRADE A COMPTER DE L'ANNEE 2026

Filière administrative :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
------------------------	---------------------------	-------------------

Adjoint Administratif	Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe	100
Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe	Adjoint Administratif principal de 1 ^{ère} classe	100
Rédacteur	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	100
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	100

Filière technique :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
Adjoint Technique	Adjoint Technique Principal de 1 ^{ère} classe	100
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	Adjoint Technique Principal de 1 ^{ère} classe	100
Technicien	Technicien principal de 2 ^{ème} classe	100
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	100

Filière animation :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
Adjoint d'Animation Territorial	Adjoint d'Animation Territorial Principal de 2 ^{ème} classe	100
Adjoint d'Animation Territorial Principal de 2 ^{ème} classe	Adjoint d'Animation Territorial Principal de 1 ^{ère} classe	100
Animateur	Animateur principal de 2 ^{ème} classe	100
Animateur principal de 2 ^{ème} classe	Animateur principal de 1 ^{ère} classe	100

Filière sociale :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Ratios (%)
ATSEM	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	100
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	100

Article 2 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

Les lignes directrices de gestion sont un nouvel outil de gestion et de formalisation des politiques ressources humaines des collectivités. Elles constituent le document de référence pour la gestion des ressources humaines de la Collectivité. (Annexe en pièce jointe)

Les lignes directrices de gestion visent à :

- Déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de GPEEC
- Fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels

- Favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Etablies par l'autorité territoriale, les lignes directrices de gestion font l'objet d'un avis auprès du comité social territorial. Elles sont formalisées dans un document, et sont communiquées aux agents par voie numérique ou tout autre moyen.

Ces lignes directrices de gestion ont été soumises au comité social du Centre de Gestion avec un avis favorable du 24 Novembre 2025 avec une prise d'effet au 1^{er} Janvier 2026.

PLAN DE FORMATION

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la mise en place d'un plan de formation pour tous les agents à partir du 1^{er} Janvier 2026. (Annexe en pièce jointe)

Le plan de formation rassemble l'ensemble des actions de formations définies dans le cadre des orientations stratégiques de la Collectivité.

Les supérieurs hiérarchiques des agents, en accédant à une demande de formation, sont garants de la continuité du service public et assument à effectif constant les départs en formation des agents qu'ils encadrent.

Le plan de formation a été soumis au vote du Comité Social du Centre de Gestion et a été approuvé en date du 24 Novembre 2025.

REDEVANCE CONSOMMATION D'EAU POTABLE **REDEVANCE POUR LA PERFORMANCE DES RESEAUX D'EAU POTABLE** **POUR 2026**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-4 et -5, et articles D213-48-12-1, D213-48-12-2 à -7, et D213-48-35-1, dans leurs versions applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2026,

Vu la délibération du 18 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à

2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Considérant que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par

- Une redevance « consommation d'eau potable » dont :
 - Le tarif est fixé par l'agence de l'eau Rhin-Meuse ;
 - Le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
 - L'assiette le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation).

Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique.

Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

- Et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'Agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

Considérant que l'Agence de l'eau Rhin-Meuse a fixé le tarif de la **redevance pour consommation** d'eau à **0,40 €HT/m³** pour l'année 2026.

Considérant que l'Agence de l'eau Rhin-Meuse a fixé le tarif de la **redevance pour performance des réseaux** d'eau potable à **0,12 €HT/m³** pour l'année 2026.

Considérant que pour l'année 2026, le coefficient de modulation est fixé à **0,55** pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable.

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contrepartie pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des réseaux d'eau potable » constitue un élément du prix du service public de l'eau potable doit donc être assujéti à la TVA au taux réduit de 5,5% (métropole).

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

Décide à l'unanimité :

- De fixer à **0,066 € HT /m³** ($0.12\text{€} \times 0.55 = 0.066\text{€}$ par m³) la contre-valeur correspondant à la « **redevance pour performance des réseaux d'eau potable** » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026.
- De fixer à **0.40 € HT/m³** la « **redevance pour consommation d'eau** » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026.

REDEVANCE PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF POUR L'ANNEE 2025

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1^{er} janvier 2025

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025

Vu la délibération du 18 Octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par :

-une redevance de « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable (exceptées les consommations destinées aux activités d'élevage si elles font l'objet d'un comptage spécifique) et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau dont les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ;
il égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit

La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

Considérant que l'Agence de l'eau Rhin-Meuse a fixé à 0.38 €HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2026

Considérant que pour l'année 2026, le taux de modulation est fixé **0,365** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif ».

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des systèmes d'assainissement » constitue un élément du prix du service public de l'assainissement collectif doit donc être assujetti à la TVA au taux de 10% (métropole).

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

Décide à l'unanimité :

- De fixer à **0.139 €HT /m³** ($0.38\text{€} \times 0.365 = 0.139\text{€}$ par m3) la contre-valeur correspondant à la « **redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif** » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026.

PRISE EN CHARGE FRAIS DE DEPLACEMENT AGENTS

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,
Vu l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Monsieur le maire indique que le dispositif juridique applicable aux frais de déplacements des agents communaux conduit la collectivité à délibérer sur un certain nombre de points.

Monsieur le maire précise que d'autres décisions relèvent de l'autorisation écrite de l'employeur : l'utilisation du véhicule personnel pour les besoins du service, le remboursement des frais d'utilisation des parcs de stationnement et des péages d'autoroute, l'utilisation de taxi, de véhicule de location ou d'un véhicule personnel autre qu'un véhicule à moteur.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1. De prendre en compte le remboursement des frais de déplacement (péage, stationnement, kilomètre) et de bouche dans la limite des justificatifs fournis dès lors que l'agent a été préalablement autorisé par un ordre de mission.
L'indemnité kilométrique est calculée depuis sa résidence principale ou administrative et selon le barème suivant :

Puissance fiscale du véhicule	Montant de l'indemnité/ Kilomètre
Pour les 3 CV et moins	0.50 €
Pour les 4 CV	0.57 €
Pour les 5 CV	0.60 €
Pour les 6 CV	0.63 €
Pour les 7 CV et plus	0.66 €

2. D'inscrire les crédits suffisants au budget communal concernant l'ensemble des frais de déplacement des agents communaux.

Cette délibération est applicable à compter du 1^{er} septembre 2025.

Suite au passage de la commission des maisons fleuries, le Maire propose leur classement comme suit :

MAISONS FLEURIES

Annie MARTIN	:	90 €
Michel PEREIRA	:	80 €
Georges FAYE	:	70 €
Mireille DUSA	:	60 €
Alexis GEORGES	:	50 €
Marie-Claude PORTMANN	:	50 €
Fabien BRUNESSEUX	:	40 €
Jean-Michel NADLER	:	40 €
Daniel DUDZIAK	:	40 €
Anne-Marie POLETTI	:	30 €
Agnès BARBOSA	:	30 €
Marie GABRIEL	:	20 €

BALCONS FLEURIS

Christiane KARQUEL	:	90 €
Martine ROBERT	:	80 €
Antoine DE OLIVEIRA	:	70 €
Rogério MONTEIRO	:	60 €
Philippe GEORGES	:	50 €
Josiane VAUCHER	:	50 €
Anne-Marie RENARD	:	40 €
Chantal GUILLEMIN	:	40 €
Claudine LALLEMENT	:	30 €
Damien BOURGEOIS	:	30 €
Bernard PHILIPPOT	:	20 €
Ghislain BOUR	:	20 €

CHAUFFAGE ET ECLAIRAGE DE TOUS LES BATIMENTS COMMUNAUX

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la mise en place de régulation des systèmes de chauffage existants, ainsi que des minuteurs sur les éclairages, (notamment dans les entrées et les couloirs).

DEMANDE DE SUBVENTION DETR – RENOVATION EGLISE

Après avoir entendu l'exposé du Maire concernant le dossier « Rénovation Eglise »,
Après avoir pris connaissance des conditions d'obtention de la dotation d'équipement des territoires ruraux – exercice 2026 conformément à la circulaire préfectorale du 17 Octobre 2025, soit 30 % du montant des travaux hors taxe (HT) plafonné à 250 000 euros pour la catégorie prioritaire « Transition

écologique » ;

Après en avoir délibéré ; le Conseil Municipal Adopte l'avant-projet de « Rénovation de l'Eglise », pour un montant de 48 456,00 euros HT 58 147,40 euros toute taxe comprise (TTC);

Décide de présenter un dossier de demande de subvention dans le cadre de la programmation DETR 2026 ;

S'engage à financer l'opération de la façon suivante :

- DETR 30 %	14 537,00 € HT
- Fonds de concours ComCom 50 %	24 228,00 € HT
- COMMUNE 20 %	9 691,00 € HT
(Sous réserve d'autres subventions)	

Dit que la dépense sera inscrite au budget primitif 2026, article 2132 section d'investissement et autorise le maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de l'opération ci-dessus référencée.

DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION GRAND EST
POUR LES TROTTOIRS DU CHEMIN DE VERZEL
ET LA REFECTION DE LA RUE PIERREFONTAINE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du projet de trottoirs du Chemin de Verzel et de la réfection de la rue Pierrefontaine, ce projet est en attente de devis.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de délibérer pour déposer une demande de subvention au Grand Est.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : De solliciter auprès de la Région Grand Est une subvention pour la réalisation de ce projet.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subvention.

Article 3 : De s'engager à prendre en charge le financement de la part restante du projet, déduction faite de la subvention obtenue.

Article 4 : D'inscrire les crédits correspondants au budget de la commune.

DEMANDES DE SUBVENTION DETR –
TROTTOIRS CHEMIN DE VERZEL ET REFECTION RUE PIERREFONTAINE

Après avoir entendu l'exposé du Maire concernant le dossier « Trottoirs Chemin de Verzel et réfection rue Pierrefontaine »,

Après avoir pris connaissance des conditions d'obtention de la dotation d'équipement des territoires ruraux – exercice 2026 conformément à la circulaire préfectorale du 17 Octobre 2025, soit 30 % du montant des travaux hors taxe (HT) plafonné à 250 000 euros pour la catégorie prioritaire « Voirie » ;

Après en avoir délibéré ; le Conseil Municipal Adopte l'avant-projet de « Chemin de Verzel et rue Pierrefontaine,

Décide de présenter un dossier de demande de subvention dans le cadre de la programmation DETR 2026 ;

S'engage à financer l'opération de la façon suivante :

- DETR 30 %
- COMMUNE 70 %
(Sous réserve d'autres subventions)

DEMANDE DE SUBVENTION A CLIMAXION
POUR LA REFECTION DU PREAU DU GROUPE SCOLAIRE

Le Conseil Municipal de Jezainville, réuni en séance le 9 Décembre 2025,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant la volonté de la commune de Jezainville de rénover le préau du Groupe Scolaire,
Considérant le projet des travaux de rénovation du préau du Groupe Scolaire,
Considérant le coût estimatif du projet s'élevant à 8 236,00 € HT,
Considérant le plan de financement prévisionnel du projet :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

TRAVAUX DE RENOVATION	MONTANT HT
Dépose et repose de dalles et pose de filet de protection	8 236,00 €

Article 1 : De solliciter auprès de Climaxion une subvention pour la réalisation de ce projet.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subvention.

Article 3 : De s'engager à prendre en charge le financement de la part restante du projet, déduction faite de la subvention obtenue.

Article 4 : D'inscrire les crédits correspondants au budget de la commune.

DEMANDE DE SUBVENTION A CLIMAXION
POUR LE CHANGEMENT DE LA CHAUDIERE DE LA SALLE DU PRESSEUR

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du projet de changement de la chaudière de la Salle du Presseur ce projet est en attente de devis.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de délibérer pour déposer une demande de subvention à Climaxion.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : De solliciter auprès de Climaxion une subvention pour la réalisation de ce projet.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subvention.

Article 3 : De s'engager à prendre en charge le financement de la part restante du projet, déduction faite de la subvention obtenue.

Article 4 : D'inscrire les crédits correspondants au budget de la commune.

DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION GRAND EST
POUR LE CHANGEMENT DE LA CHAUDIERE DE LA SALLE DU PRESSEUR

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du projet de changement de la chaudière de la Salle du Presseur ce projet est en attente de devis.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de délibérer pour déposer une demande de subvention au Grand Est.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : De solliciter auprès de la Région Grand Est une subvention pour la réalisation de ce projet.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subvention.

Article 3 : De s'engager à prendre en charge le financement de la part restante du projet, déduction faite de la subvention obtenue.

Article 4 : D'inscrire les crédits correspondants au budget de la commune.

Affiché le 10 Décembre 2025

Le Maire, Marc MOUZIN

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE DE DIEUZE" at the top and "Bas-Rhin" at the bottom, with a central emblem. The signature is a stylized, cursive script.